

# L'embarrassant appétit du capitalisme français pour l'économie ukrainienne

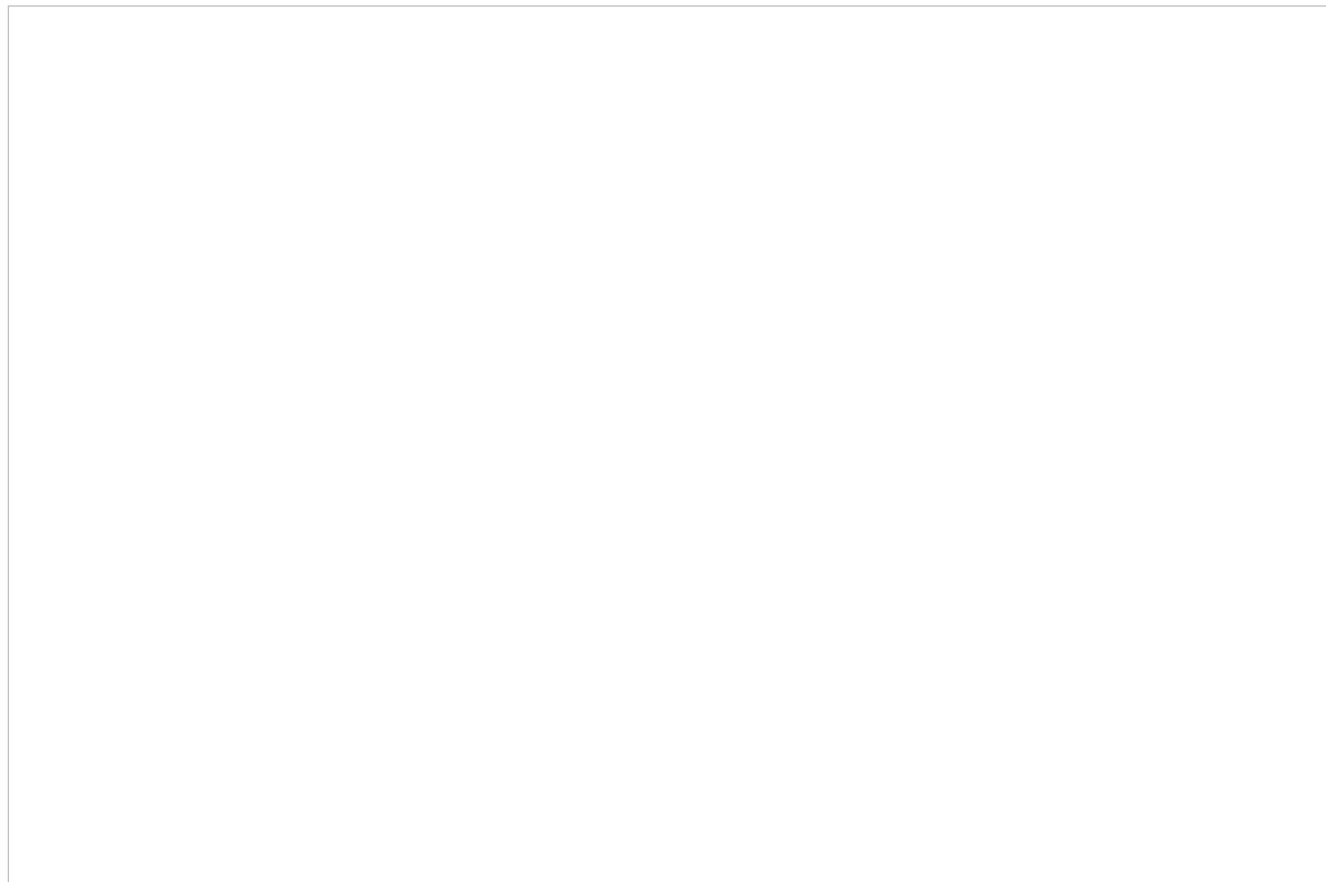
[Mathias Thépot](#) 3 juillet 2022

Faisant fi de la détresse humaine, le capitalisme voit souvent les guerres comme une opportunité pour accroître son volume d'affaires. Que ce soit pendant les conflits armés où l'industrie est très sollicitée, ou après, lorsqu'il s'agit de profiter de la reconstruction des pays détruits.

Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que l'Ukraine, qui subit l'agression militaire russe à l'intérieur de ses frontières, attire les regards intéressés de nombreuses multinationales. Alors même que la guerre est toujours en cours – et qu'on ne sait ni quand ni si elle prendra fin –, elles tentent déjà de placer leurs billes pour être aux premières loges de la reconstruction économique de l'Ukraine. Avec un cynisme à peine voilé.

Lors d'une [conférence bilatérale](#) entre la France et l'Ukraine organisée mardi 13 décembre au ministère de l'économie et des finances, Sergiy Tsivkach, le directeur général de UkraineInvest, a expliqué que des promesses d'investissements d'entreprises américaines et allemandes sur le sol ukrainien allaient être annoncées

très prochainement.



La ville de Kherson, dans le sud de l'Ukraine, a été bombardée le 14 décembre.

© Photo Artur Widak / Anadolu agency via AFP

Et de rappeler le projet de campus technologique de construction du géant irlandais du BTP Kingspan, qui [a promis](#) un investissement de 200 millions d'euros ; et celui du géant suisse de l'agroalimentaire Nestlé, [qui vient d'annoncer](#) qu'il mettrait 40 millions d'euros dans une nouvelle usine.

Il faut dire qu'on promet à ces grands groupes d'impressionnantes retombées économiques : les représentants du G7 et de la Commission européenne rassemblés à Berlin les 24 et 25 octobre ont annoncé un nouveau « plan Marshall » – du nom du plan de reconstruction de l'Europe financé par les États-Unis

après la Seconde Guerre mondiale – de plusieurs milliards d'euros pour le « *rétablissement* », la « *reconstruction* » et la « *modernisation* » de l'Ukraine. La puissance publique viendrait ici amorcer le retour à meilleure fortune de l'Ukraine et le secteur privé prendrait le relais.

## **Tirer parti de la guerre**

Dans cette course à qui gagnera le plus de milliards, le capitalisme français veut sa part du gâteau. Lui qui était, avant la guerre, le premier employeur étranger en Ukraine – 30 000 personnes –, très présent dans les secteurs de l'agrobusiness avec des entreprises comme Danone ou Mas Seeds, de la finance avec BNP Paribas et Crédit agricole, des infrastructures numériques *via* Schneider Electric ou Nexans, et même de la grande distribution avec Decathlon.

Impossible, dès lors, de ne pas se mêler à la lutte. « *Ma conviction, c'est qu'il y a des opportunités [pour les entreprises françaises en Ukraine – ndlr], y compris pour des moyennes et petites entreprises* », a lancé Patrick Martin, le président délégué du Mouvement des entreprises de France (Medef) lors de cette même conférence organisée à Bercy. « *C'est l'occasion [...] – pardon de l'expression horriblement provocatrice – de "tirer parti" de ce qui s'est produit* », a-t-il osé.

Pour lui, les opportunités d'affaires en Ukraine sont nombreuses et « *clairement identifiées* » : « *pour des*

*raisons malheureusement évidentes, dans le domaine des infrastructures de transports », mais aussi des « infrastructures digitales, car il y a un vrai savoir-faire dans le numérique en Ukraine ». Également « dans le domaine de la santé, de l'agroalimentaire, l'Ukraine ayant une capacité de production agricole remarquable ». Et enfin dans « l'énergie », « la sidérurgie » et « la ville durable ». Rien que ça ! À écouter les intervenants de cette conférence, on aurait pu croire que l'Ukraine était devenue un eldorado économique et que la guerre était finie.*

## **Réformes structurelles**

*Pour l'instant, « la France a investi l'équivalent d'un milliard de dollars en Ukraine », expliquait Sergiy Tsivkach. Mais, selon lui, « ce n'est pas suffisant, nous pourrions cibler entre 3 et 5 milliards d'euros sur la période 2023-2025 [...] afin de reconstruire une nouvelle Ukraine, une Ukraine 2.0 (sic) ». Un constat partagé par Patrick Martin.*

*Toutefois, le président délégué du Medef a posé une condition à l'investissement des entreprises françaises en Ukraine : que le gouvernement de Volodymyr Zelensky poursuive ses réformes structurelles. « Il est important que la situation dramatique que traverse l'Ukraine avec l'invasion russe ne vienne pas stopper ses avancées sur les cadres réglementaires et normatifs, qui sont importants pour les entreprises appelées à s'y*

*implanter* », a-t-il demandé. Un certain sens des priorités !

C'est peu dire que le message est passé : les officiels ukrainiens présents à Bercy ont montré patte blanche, faisant tout pour convaincre de leur engagement pro-business. Rostyslav Shurma, le chef adjoint du bureau du président ukrainien, a rappelé aux patrons français qu'« *en Ukraine, le coût de conversion – composé de la main-d'œuvre et de la fabrication – est bas dans le secteur manufacturier, et les ingénieurs sont bien formés* ».

« *Il y a beaucoup de projets très profitables en Ukraine, avec un retour sur investissement rapide, que vous investissiez durant ou après la guerre* », a surenchéri Sergiy Tsivkach. Il en voulait pour exemple certains projets promettant des taux de retour sur investissement mirobolants, allant jusqu'à 35 % dans l'agrobusiness. À titre de comparaison, sur les quinze dernières années, la moyenne des taux de rendement des projets du capital investissement français est de 12,2 %.

Le directeur général de UkraineInvest a aussi promis que les entreprises françaises bénéficieraient d'un traitement fiscal favorable : « *Depuis 2021, nous mettons en œuvre des incitations à l'investissement, avec notamment une baisse de la fiscalité sur les bénéfices et la cession des terrains à titre gratuit.* »

Autre argument qui a dû plaire au sein du Medef : l'Ukraine flexibilise son marché du travail, *via* une « *réglementation des relations au travail pendant la loi martiale* », votée le 15 mars dernier, et surtout le [projet de loi 5371](#) « *visant à simplifier la réglementation des relations de travail dans les petites et moyennes entreprises et à réduire les charges administratives* ».

En somme, espère Rostyslav Shurma, l'Ukraine pourrait devenir, à la place de la Chine, le nouvel eldorado pour les délocalisations des multinationales européennes.

## **Un plan Marshall obsolète**

Mais ce discours angélique des élites politico-économiques, décrivant un redressement spectaculaire de l'économie ukrainienne à moyen terme, a tout du miroir aux alouettes. D'abord parce que la guerre est loin d'être finie sur le sol ukrainien. « *On ne peut pas dire que le cadre macroéconomique en Ukraine soit stabilisé à ce jour* », a concédé Patrick Martin. Et surtout parce que les séquelles pour l'Ukraine risquent d'être durables.

Dans [une tribune de Politico](#), Mat Whatley, vétéran de l'armée britannique et ancien chef de l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Donetsk, rappelait, pragmatique, qu'un nouveau « *plan Marshall* » pour l'Ukraine ne fonctionnerait tout simplement pas. Pourquoi ? Car, selon lui, « *il existe une différence cruciale entre 1945 et aujourd'hui : des mines terrestres sont*

*éparpillées sur de vastes étendues en Ukraine ».*

Or ces mines, qui pourraient exploser à tout moment, *« posent des défis quasi insurmontables à la relance de la production agricole, des processus industriels et du réseau de transport ukrainien »*, estime-t-il. *« Et tant qu'un plan pour les nettoyer ne sera pas mis en œuvre, peu de reconstructions pourront commencer. »* Quand bien même la guerre se finirait vite, les retours sur investissement rapides espérés par le CAC 40 devront donc attendre.